

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPALSéance du 08 juin 2020  
Régulièrement convoqué le 29 mai 2020

Le 08 juin 2020 à dix-huit heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Franck REYNIER.

**Présents (es) :** M. Joël DUC, Mme Françoise CAPMAL, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (arrivée à la 1.00), Mme Catherine AUTAJON, M. Daniel POIRIER, Mme Madeleine MURAOUR, M. André ORSET-BUISSON, M. Hervé LANDAIS, M. Jacky FERRERO : Adjoints au Maire. Mme Ginette TORTOSA, Mme Mireille PATEL DUBOURG, M. Claude BOURRY, Mme Françoise OBLIQUE, Mme Isabelle MOURIER, Mme Ludivine BERGER, M. Maxime BANC, M. Auguste SUARES, M. Stéphane MORIN (départ à la 3.01), M. Karim OUMEDDOUR, Mme Nicole ASTIER, M. Régis QUANQUIN, Mme Annie MAZET (arrivée à la 1.00), Mme Catherine COUTARD, M. Serge CHASTAN, M. Johann MATTI, M. Salim BOUZIANE, M. Alain CSIKEL.

**Pouvoirs :** Mme Chantal SALVADOR (pouvoir M. Franck REYNIER), M. Marc LANDOUZY (pouvoir Mme Françoise CAPMAL), Mme Marie-Cécile SCHERER (pouvoir M. André ORSET-BUISSON), M. Nicolas DURRIEUX-DESMONTEIX (pouvoir Mme Isabelle MOURIER), Mme Jade ROGET (pouvoir Mme Madeleine MURAOUR), Mme Audrey MONJAL (pouvoir M. Daniel POIRIER), M. Jean-Louis DE SAINT PRIX (pouvoir Mme Mireille PATEL-DUBOURG), M. Maurice SABAROT (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), Mme Annette BIRET (pouvoir M. Alain CSIKEL).

**Absent(e) ou excusé(e) :** M. Raphaël ROSELLO

**Secrétaire de Séance :** M. Maxime BANC

#### 1.04 - VERSEMENT D'UNE PRIME EXCEPTIONNELLE AUX AGENTS DE LA VILLE DE MONTÉLIMAR ET SERVICES COMMUNS SOUMIS À DES SUJÉTIONS EXCEPTIONNELLES POUR ASSURER LA CONTINUITÉ DES SERVICES PUBLICS DANS LE CADRE DE L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE DÉCLARÉ POUR FAIRE FACE À L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

**Monsieur Franck REYNIER, Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :**

Le Gouvernement a ouvert le principe du versement d'une prime exceptionnelle à certains agents publics et agents de droit privé relevant d'un employeur public mobilisés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire prévu par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19.

Un décret du 14 mai 2020 permet aux employeurs de l'État et des collectivités territoriales de verser une prime exceptionnelle aux personnels ayant été soumis à des sujétions exceptionnelles dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de COVID-19 pour assurer la continuité des services publics. Le montant de cette prime est déterminé par l'employeur dans la limite d'un plafond fixé à 1000 euros. La prime exceptionnelle est exonérée de cotisations et contributions sociales ainsi que d'impôt sur le revenu.

L'article 8 dudit décret prévoit que pour les agents relevant de la Loi du 26 janvier 1984, les modalités d'attribution de la prime exceptionnelle (bénéficiaires de la prime, montant alloué et modalités de versement) sont définies par délibération de l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de son établissement public.



Compte tenu de l'investissement des agents de la ville de Montélimar du 23 mars au 7 mai 2020, il est prévu de verser ladite prime selon les modalités suivantes, à savoir l'attribution d'un forfait journalier de 20 euros par agents présent à son poste ou en télétravail ayant entraîné des sujétions particulières. Ce forfait sera calculé par demi-journée et sera doublé, soit 40 euros, pour les agents ayant été en contact avec le public et ayant assumé un risque particulier.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la convention pour la création de services communs entre la Communauté d'Agglomération Montélimar Agglomération et la ville de Montélimar en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013,

Vu le schéma de mutualisation,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, notamment son article 4,

Vu la Loi de finances n° 2020-473 du 25 avril 2020 rectificative pour 2020, notamment son article 11,

Vu le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la Fonction Publique de l'Etat et de la Fonction Publique Territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de COVID-19,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

### DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** le versement d'une prime exceptionnelle aux agents de la ville de Montélimar et services communs selon les modalités suivantes :

#### Article 1 : public concerné

La prime exceptionnelle est versée aux agents titulaires et non titulaires de la ville de Montélimar, ainsi qu'aux agents de droit privé employés par elle et aux agents titulaires et non titulaires qui lui sont mis à disposition par d'autres collectivités ou établissements.

#### Article 2 : modalités de calcul

Les montants de cette prime exceptionnelle sont déterminés comme suit :

- Agent placés en Télétravail et pour lesquels il a été constaté une sujétion particulière constituée notamment par la nécessité d'un suivi renforcé des équipes de terrain au-delà des contraintes habituelles, ou la mise à disposition d'équipements personnel et de modification des organisations de vie pour assurer leurs missions : 20 euros par jour de télétravail constaté (ou 10 euros par demi-journée) dans la limite d'un montant plafond de 1000 euros sur la période du 23 mars au 7 mai 2020.



- Agents dont la présence sur leur lieu de travail a été jugée indispensable, et dont la mobilité quotidienne a pu entraîner un risque de contamination mêmes ou leur famille, et ayant permis d'assurer la continuité physique du service public : 20 euros par jour de travail en présentiel constaté (ou 10 euros par demi-journée) dans la limite d'un montant plafond de 1000 euros sur la période du 23 mars au 7 mai 2020.

- Agent dont la présence sur leur lieu de travail a été jugée indispensable et qui ont pu connaître le risque d'avoir été exposé à une contamination par le virus COVID-19 dans la mesure où leurs missions ont nécessité un contact fréquent avec le public (hors personnel de la collectivité) : 40 euros par jour de travail en présentiel constaté (ou 20 euros par demi-journée) dans la limite d'un montant plafond de 1000 euros sur la période du 23 mars au 7 mai 2020.

Il est précisé que ces positions peuvent être alternées selon les missions exercées au jour le jour par les agents de la ville de Montélimar et services communs. Un tableau récapitulatif sera dressé pour l'ensemble des agents concernés.

### Article 3 : modalités de versement

Le versement de cette prime exceptionnelle sera effectué en un versement unique.

- **DE DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la collectivité, chapitre 012,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,**

Ont signé les membres présents,  
Suivent les signatures.

**POUR EXPEDITION CONFORME**

Fait en Mairie, le 09 juin 2020

Le Maire,

Franck REYNIER

